

LA SITUATION DES REFUGIES
A LA FRONTIERE SOUDANO-TCHADIENNE [I]
(25 janvier 2004)

Voici, après enquête effectuée auprès du HCR¹ et du SECADEV (ONG de secours et de développement de la Préfecture Apostolique de Mongo), ce que je peux dire de la situation actuelle des réfugiés en provenance du Soudan.

A ce jour, 25 janvier 2004, les estimations raisonnables sur le nombre des réfugiés disséminés le long de la frontière entre Bahaï et Tissi donnent un total approximatif de 110.000 personnes². Mais ce chiffre est en hausse quotidienne en raison de la poursuite des combats au Darfour. Par exemple, à la suite des derniers bombardements sur Koulbous et Tiné³, le 16 janvier dernier, de 8 à 10.000 nouveaux réfugiés ont été enregistrés. De source militaire, et pour la seule journée du 21 janvier, on signale que 1.130 réfugiés ont cherché refuge à Daguessa⁴.

On peut grossièrement identifier deux aires distinctes :

1) la zone « Nord », située entre Bahaï et Adré: dans cette zone du territoire tchadien, débordent les combats entre rebelles et forces soudanaises (83 militaires tchadiens, dit-on, tués le 27 décembre dernier par l'aviation de Khartoum à Birak, 30 km au sud de Koulbous). Elle abrite principalement des réfugiés d'ethnie Zaghawa. Ceux-ci ont comme caractéristique d'être à la fois – dans leur fraction soudanaise – le cœur de la rébellion contre le régime de Khartoum et – dans leur fraction tchadienne – le noyau dur du clan au pouvoir à N'Djaména.

2) la zone « Sud », située entre Adré et Tissi : les réfugiés de cette zone sont surtout des Massalits, des Dadjo et d'autres populations négro-africaines du pays Four, où il « semble » que les traditionnels conflits entre pasteurs et cultivateurs ont été exploités, à la faveur des troubles, par des « coupeurs de route » liés ou non à la rébellion. Il « semble » encore que, dans cette situation troublée, l'ancienne alliance entre Massalits et Zaghawas ait été renouée pour lutter contre l'ennemi commun, les Arabes du régime de Khartoum.

Devant les attaques dont les réfugiés de la zone Nord sont l'objet de la part des milices arabes « *Djandjawîde* » appuyées par l'aviation soudanaise, la priorité a été jusqu'à présent accordée à la mise à l'abri des réfugiés de cette zone dans deux camps situés au-delà de 50 km de la frontière, à Kolongo (17 km de Guéréda) et Farchana (55 km d'Adré). MSF signale l'arrivée quotidienne de blessés dans cette zone.

Dans ces circonstances, les réfugiés de la zone Sud peuvent penser qu'ils ont été négligés. Depuis trois semaines en effet, rien n'a été fait pour eux. Une distribution de vivres programmée pour le 11 janvier été annulée au profit du Nord. Il serait faux cependant d'en conclure, semble-t-il, que les Zaghawa ont été privilégiés du simple fait qu'ils font partie de l'ethnie au pouvoir.

Ce qui a déjà été fait :

- Le HCR a mis en route un plan en quatre étapes : 1) aide d'urgence sur la frontière ; 2) identification des sites propres à accueillir des camps et mise en place des équipements nécessaires, surtout en eau ; 3) transfert des réfugiés volontaires vers les camps (on estime qu'au moins 80.000 réfugiés n'ont aucune possibilité de retourner chez eux avant de

¹ Les partenaires actuellement impliqués dans le secours aux réfugiés sont : HCR, PAM, SECADEV, Croix Rouge Tchadienne, Comité National d'Appui aux réfugiés, PAM, IMC, COPI, ACF US, GTZ, AFRICARE, MSF

² Estimations faites à partir d'enquêtes précises sur le terrain mais ne prétendant pas à une exactitude mathématique.

³ Nord d'Adré

⁴ Sud d'Adré

nombreux mois) ; 4) organisation de la vie à l'intérieur des camps, notamment pour la scolarisation et la socialisation. Seuls les camps de Kolongo et de Farchana ont commencé effectivement à fonctionner, et ce tout récemment (les premiers 800 réfugiés du deuxième de ces camps sont en train d'arriver à l'heure même où je rédige ce rapport). Le Senior Emergency Officer du HCR pense être en mesure de réinstaller ainsi de 60 à 70 mille réfugiés d'ici au début de la prochaine saison des pluies, en juin.

- Nourriture : le PAM dispose de réserves de nourriture pour 60.000 personnes et pour deux mois (deux distributions ont déjà été effectuées dans la zone Nord). Mais devant l'insuffisance des stocks, on a cherché jusqu'à présent à identifier les réfugiés les plus vulnérables. Cette stratégie semble conduire à une impasse : ces distributions ciblées provoquent des troubles dont le contrôle échappe aux ONG qui interviennent sur le terrain. On voudrait pouvoir distribuer ces vivres à tous les réfugiés sans distinction ainsi qu'aux populations qui, depuis quatre mois, ont supporté spontanément le fardeau de l'accueil de ces réfugiés
- « Non-vivres » : couvertures, tentes, nattes, ustensiles de toilette et de cuisine, etc. sont fournis par le HCR mais, là aussi, en quantités insuffisantes. La dimension moyenne de la famille réfugiée type est de 8, 10, voire 16 personnes. Les tentes disponibles, faites pour des familles de cinq membres, sont trop exiguës. Le froid est cependant très vif, en cette saison de l'année (8° à Tiné il y a quelques jours).

Les besoins actuels :

- la situation est grave et va vraisemblablement durer, voire même s'amplifier encore. La destruction systématique des villages, dans le nord Darfour, et surtout des puits et des troupeaux, le fait que les blessures infligées cherchent à impressionner les populations par leur caractère invalidant⁵, tout cela fait penser à la volonté de faire passer un message : « Partez d'ici ! on ne veut plus vous voir ! ». Dans ces conditions, une intervention large, durable et concertée est nécessaire
- outre les besoins en vivres et tentes, il faut signaler le problème de l'eau, très préoccupant dans cette région . GTZ essaie d'intervenir avec des forages, mais ses capacités sont limitées et les sols difficiles
- l'assainissement des camps va poser des problèmes, qui ne sont pas pris en considération jusqu'à présent
- à plus long terme, il faudra, par un travail de médiation, prévenir les conflits entre autochtones et réfugiés, surtout lorsque les troupeaux de ces derniers devront coexister avec ceux de leurs hôtes sur des pâturages insuffisants

Abéché, le 25 janvier 2004
Henri COUDRAY
Préfet Apostolique de Mongo

⁵ Largage de fûts explosifs chargés de grenaille et d'objet contondants, comme ont pu le constater les médecins MSF à Tiné Tchad

LA SITUATION DES REFUGIES A LA FRONTIERE SOUDANO-TCHADIENNE [II]

(20 mai 2004)

Quelle est la situation des réfugiés soudanais du Darfour au milieu du mois de mai, trois mois et demi après mon précédent rapport ? Je m'essaie à la décrire à partir :

1. de la visite que j'ai effectuée des 13 au 18 mars derniers aux *camps* de KOUNONGO (Guéréda) et TOLOUM (Iriba) et aux *sites de regroupement* de BAHAI , TINE et BIRAK, en compagnie du Père Joël ROUMEAS, curé d'Abéché
2. des contacts ultérieurs que j'ai établis avec
 - les responsables SECADEV des trois camps de FARCHANA, KOUNONGO et TOLOUM, et ce jusqu'à la fin de ce mois d'avril
 - les responsables du CRS pour la région Afrique Centrale et le Tchad, qui ont visité ces camps et les autres sites dans les derniers jours d'avril
 - l'une des volontaires de l'ONG italienne Intersos, travaillant dans le camp de GOZ AMIR (Koukou, au sud-est de Goz Beida) [les notes 1,3,4 et 5 sont d'elle et proviennent directement de ce camp, dans un message d'actualisation du 23 mai]
 - le curé de la paroisse d'Abéché, le Père Joël Rouméas, qui est en contact permanent avec les volontaires travaillant près des réfugiés
 - ma rencontre avec deux journalistes de *Newsweek* et du *Neue Zürcher Zeitung*, le 19 mai, à leur retour des frontières, dont quatre jours passés en territoire soudanais « libéré » sous contrôle ALS, en pays Massalit, cinquante kilomètres au sud de El Geneina (ville soudanaise en face d'Adré).

Les estimations chiffrées de fin janvier sont confirmées sur le terrain, même si un bruit tenace continue à courir dans certains milieux n'djaménois, tendant à réduire sérieusement le nombre des réfugiés. Ce bruit s'explique de deux manières. D'abord, une volonté politique de minimiser la gravité de la situation. Ensuite, la méconnaissance des sites réels de regroupement et des difficultés de mise en place des camps proprement dits.

Dans son « *Forseen Refugees caseload* » du 2 mai dernier (cf. ci-dessous), le HCR donne le chiffre global de 95.459 réfugiés pour les 10 sites où les recensements ont été effectués (cf. annexe). Mais c'est un *décompte notoirement sous-évalué*. En effet,

- pour la zone sud, seuls les 9.707 réfugiés de Goz Amir⁶ ont été pris en compte, alors qu'un nombre bien plus important (que je ne peux pas chiffrer ici hélas⁷) de « spontaneous refugees » se trouvent dans cette région, et ce jusqu'à Tissi, loin au sud
- pour la zone nord, aucune mention n'est faite de Birak, où j'ai pu moi-même constater de visu il y a six semaines qu'y vivaient entre 10 et 12.000 réfugiés (dont la totalité n'a vraisemblablement pas encore pu se déplacer dans le camp de Kounongo),

Par conséquent, l'évaluation de 130.000 à 140.000 réfugiés continue, jusqu'à preuve du contraire, à être la plus probable.

⁶ Aujourd'hui à Goz Amir, on a 16.688 réfugiés, mais on attend encore 2 convois de Tissi organisés par UNHCR et chaque jour il y a l'arrivée de spontanés surtout de Daghezza au nombre de 300, 400, 600 par jour. Ce sont les réfugiés eux-même qui louent des camions. Dans les derniers trois jours le nombre des spontanés a diminué parce que désormais Daghezza est vide. On attend de nouveaux arrivés de l'axe d'Addé et pour ça, comme la capacité de Goz Amir ne peut pas dépasser 18.000 réfugiés, un nouveau site a été identifié près de Goz Beida pour accueillir environ 15,000 réfugiés. INTERSOS a la charge de la construction du site et de la gestion du nouveau camp.

⁷ De retour de la zone sud, les deux journalistes américain et suisse, qui ont parcouru durant quatre jours le pays Massalit sur une profondeur d'une quinzaine de km en territoire soudanais, n'ont rencontré qu'une petite dizaine de civils. Sur les quatorze villages qu'ils ont trouvés, tous étaient complètement vides. Tous les habitants ont fui les villages, leur a-t-on dit, et ce jusqu'au-delà de Nyala. Il est clair que toute cette population se trouve de l'autre côté de la frontière, en pays Massalit tchadien. Le nombre des réfugiés de la zone sud est donc nettement sous-évalué.

En ce qui concerne l'Église catholique, le SECADEV – appuyé par CRS et OXFAM – est toujours chargé par le HCR de la gestion des trois camps de FARCHANA, KOUNONGO et TOLOUM. CARITAS INTERNATIONALIS est en train de mettre en place un dispositif d'intervention plus vaste. Il inclura, notamment, l'appui des agents des BELACD (associations de développement des six diocèses tchadiens du sud), qui viendront se joindre aux agents du SECADEV pour la gestion des trois camps dont ce dernier a la charge.

INTERSOS (ONG italienne d'inspiration catholique) a la charge de l'unique camp actuellement en fonctionnement dans la zone sud : celui de GOZ AMIR. La coopération italienne (COOPI) les assiste pour le volet sanitaire.

Deux autres camps ont été ouverts à MILE (Guéréda) et IRIDIMI (Iriba), tous deux au nord.

Les plans du HCR pour la réinstallation des réfugiés dans les camps ont pris du retard. D'abord pour des problèmes logistiques : pénurie d'eau, insuffisance des transports, et administratifs : bureaucratie et lourdeur des procédures. Puis, plus récemment, à cause de problèmes financiers : par exemple, les financements accordés par le HCR au SECADEV pour la gestion de ses trois camps ont été brusquement réduits de 60% vers la mi-avril. Nous sommes loin des 60 à 70.000 réfugiés programmés le 25 janvier par le Senior Officer pour être installés dans les camps avant la saison des pluies (fin juin). Ils ne sont actuellement qu'environ 45 à 50.000.

De plus, même si la situation a depuis changé en certains endroits d'un point de vue sécuritaire et alimentaire, certains volontaires des ONG travaillant sur le terrain se sont plaints de ce que l'une d'entre eux a appelé la politique de « *déportation humanitaire* » du HCR, qui ne tient pas compte de la complexité et de la variété des situations⁸. Dans certains cas, mieux vaudrait assister les réfugiés sur les sites où ils se sont installés et où ils sont plus ou moins en contact paisible avec les populations locales. Cela est particulièrement vrai pour la zone sud. Dans ce cas, bien sûr, il conviendrait de penser à venir également en aide aux villageois tchadiens qui ont porté pendant de longs mois le poids de l'accueil de leurs frères soudanais. Mais, à cela, le HCR et le PAM sont complètement opposés.

Quant au PAM, justement, il est dépassé dans ses prévisions ; les vivres manquent et ils ont de la peine à être acheminés⁹.

SITUATION A LA MI-MARS (selon mes propres observations sur le terrain) :

- *situation sanitaire, alimentaire et morale* assez satisfaisante, malgré la rigueur des conditions climatiques à cette époque, où le froid était encore très vif, notamment à Bahaï et Toloum.

La force morale des réfugiés était très frappante : sérénité, dignité, même dans les conditions très précaires de Bahaï. On sentait des hommes, des femmes et des enfants qui tenaient debout, malgré l'extrême précarité de leur situation et les horreurs qu'ils avaient vécues. Les regroupements se faisaient par villages et par clans et – je l'ai constaté à Bahaï comme à Birak – le rôle de socialisation des chefs traditionnels continuait à s'exercer.

Cependant, la couverture sanitaire était insatisfaisante, car MSF, seul sur le terrain, était incapable de répondre à tous les besoins. Le jour où je suis passé à Toloum était prise la décision d'une

⁸ C'est surtout vrai pour l'assignement des tentes – pas moins que 5 par tente – quand pour exemple pour la tradition soudanaise il est impossible de mettre l'homme avec ses deux femmes sous le même abri.

⁹ Le sud est bien couvert pour le moment pour ce qui concerne la nourriture un stockage pour 6 mois pour 18.000 réfugiés est déjà en place. C'est vrai qu'on a eu beaucoup de problèmes jusqu'à fin Avril.

présence quotidienne de MSF dans le dispensaire du camp, visité jusque là seulement trois fois par semaine. De même, deux jours plus tard à Bahai, s'ouvrait pour la première fois une antenne de MSF.

La situation alimentaire, étant donné les problèmes de ravitaillement rencontrés par le PAM, commençait également à devenir préoccupante.

- beaucoup de *réfugiés répugnaient à se déplacer vers les camps* ; en voici les raisons :
 - impossibilité d'emporter avec soi son bétail : les réfugiés se débrouillaient pour chercher à proximité des sites où trouver eau et pâturages (comme Sinéné à Birak)
 - désir de ne pas trop diviser les familles : plusieurs réfugiés nous ont affirmé avoir dû laisser au Soudan les vieillards et les malades, incapables de supporter l'exode ; ils restaient près de la frontière dans l'espoir de pouvoir retourner nuitamment leur porter secours ; mais les femmes et les enfants étaient dans les camps
 - projet de pouvoir cultiver le mil durant la saison des pluies ; à Birak, notamment, des réfugiés nous ont affirmé avoir obtenu des terres pour y semer leur mil à l'arrivée des pluies
 - enfin, à Tiné-Tchad, une bonne partie des réfugiés sont insérés dans le tissu urbain, à l'intérieur des concessions et dans les coins morts des rues
 - possibilité, quoique très fragile, de trouver des moyens de subsistance sur place : fabrication de briques, vente d'herbe et de bois

SITUATION MI - MAI (d'après les rapports venant d'Abéché et des camps) : une *nette détérioration de la situation* s'est manifestée :

- dans la deuxième quinzaine d'avril, dans la zone nord, on a assisté à un mouvement de transfert spontané des réfugiés vers les camps ; en une semaine, par exemple, le camp de Toloum a presque doublé (de 7.500 à 13.500). Ce mouvement a surpris tout le monde. Les raisons véritables semblent se situer au confluent des trois facteurs suivants :
 - crainte de nouvelles attaques des Djandjawids (craintes confirmées par les agressions ultérieures)
 - problèmes subits pour abreuver le bétail : beaucoup de bétail mort a été vu jonchant les routes de la région et, à proximité des camps, la puanteur en devenait inquiétante
 - les distributions de vivres espérées sur la frontière n'ont pas eu lieu ; la situation alimentaire devenant préoccupante, les réfugiés se sont organisés pour aller eux-mêmes sur les sites de distribution
- le HCR connaît de graves difficultés financières pour assumer tous ses engagements et les stocks de vivre du PAM sont épuisés¹⁰.

AU SUJET D'UNE FORCE D'INTERPOSITION AFRICAINE

Sur ce sujet, évoqué par certains, je donne ici la réponse de Joël Rouméas, jésuite, curé d'Abéché et très en contact avec le terrain et les ONG travaillant avec les réfugiés :

« *problème d'une force d'intervention et.... d'intervention africaine....*

Là encore, unanimité mais..... contre.

Nous ne sommes pas en présence d'un conflit entre deux forces armées, comme en Côte d'Ivoire, par exemple. Mais seulement pourrissement (important et grave, bien sûr) d'une

¹⁰ Dans le Camp de Goz Amir, on a beaucoup de chance parce qu'il n'y a pas du tout de problème d'eau : il y en a assez pour 30.000 (15 l par personne). Ça va se refléter positivement sur le côté sanitaire, hygiène et assainissement et sur le moral des réfugiés qui sont très coopératifs avec le management du camp.

situation sur place. Où se positionnerait cette force d'intervention? Faire tampon entre quelles et quelles forces visibles ?

On ne peut agir dans un pays sans l'assentiment du pays concerné. Comment agir à l'intérieur du Soudan, du Darfour, si le Soudan n'en fait pas lui-même la demande ou tout au moins un pays voisin concerné, à savoir le Tchad ?

Cette force d'intervention "africaine"..... qu'est-ce que cela voudrait dire au concret ? Un amalgame de généraux et colonels de tous bords : Sénégalais, Nigériens, Ghanéens etc. Combien de temps pour prendre une décision, s'organiser, traiter les problèmes internes de susceptibilité et d'autorité ? Qui assurerait la logistique : transports, carburant, moyens de communication ? Que l'Allemagne propose un tel projet, n'est-ce pas un peu hypocrite..... lancer une idée mais se retrancher derrière une intervention autre pour faire le travail.

S'il s'agissait d'une intervention américaine, française ou allemande, ce serait plus efficace et réaliste. Mais cela soulèverait tout un tas de problèmes internationaux et à l'intérieur des pays concernés. (*fin du rapport du Père Rouméas*)

EPURATION ETHNIQUE ? GENOCIDE ?

On n'use pas à la légère de ces termes. Un génocide doit être, dans le nouveau droit international, prouvé par l'identification claire d'une intention génocidaire. Peut-on « prouver » une telle intention ?

Cependant, je puis dire ceci : le problème des « *minorités* » négro-africaines est ancien au Soudan. En 1997, j'ai entendu le catéchiste d'un camp de réfugiés de la Gezira (200 km au sud de Khartoum), camp comportant 85% de Soudanais du sud et 15% du Darfour et du Kordofan, me rapporter les paroles d'un réfugié Zaghawa, pour illustrer les bonnes relations existant alors entre chrétiens et musulmans à l'intérieur du camp: « *Vous et nous, nous sommes tous des Africains ; nos ennemis, ce sont ces Arabes !* ». Il est à noter d'ailleurs que le même problème existe parmi les populations islamisées négro-africaines de l'Est, notamment les Béja, en rébellion depuis plusieurs années.

Les frustrations sont anciennes, de la part de ces populations marginalisées, laissé-pour-compte du développement et non payées en retour pour leur enrôlement dans le *djihad* au sud. Un plan de prise en main des terres et de substitution des chaykhs de tribus arabes aux chefs traditionnels locaux existe depuis longtemps¹¹. Se joue ici, pour des raisons foncières, le même scénario qui s'est joué dans la région pétrolière de Bentyu pour des raisons financières.

Ce que j'ai écrit dans mon premier rapport est confirmé et aggravé par les observations ultérieures sur le terrain : « *la destruction systématique des villages, dans le nord Darfour [il faut corriger : dans tout l'Ouest Darfour], et surtout des puits et des troupeaux, le fait que les blessures infligées cherchent à impressionner les populations par leur caractère invalidant, tout cela fait penser à la volonté de faire passer un message : 'Partez d'ici ! on ne veut plus vous voir !'*. Les deux journalistes rencontrés hier ont vu les greniers à mil détruits et incendiés dans plusieurs des villages désertés qu'ils ont rencontrés. Les moyens de subsistance des populations sont systématiquement visés. En outre, l'arme du viol est utilisée aussi pour terroriser les populations.

Et si le régime de Khartoum faisait traîner en longueur les pourparlers avec la SPLA tout en laissant miroiter l'imminence de la paix ? Et si, s'appuyant ainsi sur ce nouveau capital de respectabilité, il démobilisait l'opinion internationale pour massacrer tranquillement, par les armes et surtout la faim

¹¹ Les journalistes m'ont rapporté du Soudan un texte dactylographié en arabe, datant de 1995, attestant de l'existence de ce plan. La photographie est partielle, hélas, et ne permet pas d'identifier l'origine du document. Il reste encore à l'authentifier.

et les maladies, les populations errant dans la brousse ? Par conséquent, lorsqu'on parle de l'aide à apporter aux 140.000 réfugiés du Tchad, ne doit-on pas oublier les centaines de milliers de « réfugiés de l'intérieur »¹², que le gouvernement soudanais tient systématiquement à l'écart de toute aide (sanitaire et alimentaire) en refusant de fait aux ONG le libre accès sur le terrain, tout en feignant de leur en donner l'autorisation. Que faire ? Recourir à un boycott des armes et du pétrole ? Mettre en place une nouvelle opération Artémis ? Mais 1.500 hommes n'y suffiraient pas ; il en faudrait au moins dix mille !

Sur toutes ces questions, je recommande vivement la lecture régulière du bulletin *Vigilance Soudan*, soit sur son site internet (www.vigilsd.org), soit le bulletin imprimé (BP 184 – 75665 PARIS CEDEX 14 – Tél : 01 45 40 75 76 – Fax : 01 45 43 52 78 – E-mail : vigilsd@wanadoo.fr)

Mongo, le 20 mai 2004
 Henri COUDRAY
 Préfet Apostolique de Mongo

RAPPORT DU HCR SUR LE NOMBRE DES REFUGIES
 EN DATE DU 2 MAI 2004

| Camps | Registered refugees | Spontaneous refugees | Total refugees |
|-------------------|---------------------|----------------------|----------------|
| Farchana | 8 649 | 0 | 8 649 |
| Touloum | 8 995 | 5 229 | 14 224 |
| Iridimi | 10 450 | 1 773 | 12 223 |
| Kounougou | 8 269 | 203 | 8 472 |
| Goz Amer | 9 707 | 0 | 9 707 |
| Mile | 3 000 | 0 | 3 000 |
| Bahai | 0 | 13 320 | 13 320 |
| Kariari | 0 | 10 864 | 10 864 |
| Amnabac | 3 000 | 0 | 3 000 |
| Tine (estimation) | 0 | 12 000 | 12 000 |
| Totals | 52 070 | 43 389 | 95 459 |

Attention ! lire ce rapport avec les deux *remarques critiques* que je fais en page 1, lignes 34 sq et notes 1 et 2.

« *Un rapport du HCR du 21 mai* (sur le site de l'UNOCHA) donne des chiffres en augmentation parfois forte par rapport à ceux-là : Farchana 13.360 ; Touloum 17.787 ; Kounougou 8.271 ; Iridimi 14. 819 ; Goz Amir 18.143 ; Mille 2.073. On mentionne aussi l'ouverture d'un 7e camp près de Farchana, appelé BREIDJING (187 réfugiés le 21 mai...). Donc, total des réfugiés dans les camps : **76 640**, ce qui devient conforme aux pronostics du HCR. Mais quel crédit faut-il apporter à ces chiffres ? » [message du 23 mai de Johanne Favre, chercheuse au CNRS, qui connaît bien le terrain pour y avoir récemment réalisé une enquête pour sa thèse de géographie].

¹² Une estimation sérieuse a été faite par Kurt Pelda dans le *Neue Zürcher Zeitung* du 15-16 mai 2004. Elle est particulièrement impressionnante.